

Financement des projets sociaux par les entreprises

Les BDO CSR Awards pour promouvoir la qualité

« **A** ground breaking initiative.» Voire une initiative révolutionnaire. C'est en ces termes qu'Afsar Ebrahim, partenaire de BDO, qualifie le lancement des BDO CSR Awards. Et cela pour trois raisons. Primo, c'est une première à Maurice. Secundo, c'est une première au sein du réseau BDO International, qui est présent dans plus de 110 pays. Mieux, nombre des BDO à l'étranger ont adopté la formule mauricienne. Tertio, le projet mauricien a eu le soutien du gouvernement et est parrainé par Xavier-Luc Duval, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intégration sociale. « C'est clair que BDO Maurice opère une révolution dans le domaine du CSR », soutient-il.

Afsar Ebrahim révèle que l'idée a germé lors d'une réflexion mûrie sur le financement efficace des projets sociaux à partir du Corporate Social Responsibility (CSR) Scheme. « C'est bien de contribuer 2 % de ses profits à de bonnes œuvres. Mais c'est mieux de s'assurer que cette contribution soit utilisée de façon optimale dans des projets prioritaires bien ficelés. À Maurice, pas mal d'études ont été faites sur les problèmes sociaux. Pour que les entreprises aient une stratégie durable, je considère qu'elles doivent puiser dans ces données très précieuses. Ce sera un erreur grave d'essayer de répliquer à Maurice des projets qui ont été lancés à l'étranger ou par

une multinationale car c'est la politique internationale d'un groupe. Aux problèmes mauriciens, il faut des solutions mauriciennes », fait-il ressortir.

Selon Afsar Ebrahim, le projet de décerner un Award a pris forme pour encourager la qualité à tous les échelons de la réalisation des projets CSR. D'autant plus que le statut du CSR a connu une transformation importante. « C'est un fait indéniable que, depuis belle lurette, les entreprises privées ont une vocation sociale.

De bonnes intentions

Malheureusement, à Maurice, on a tendance à diaboliser les entreprises du privé. À mon avis, on ne célèbre pas assez les bonnes initiatives et les bonnes causes. De tout temps, leurs contributions aux projets sociaux ont été volontaires. Mais depuis l'année dernière, avec les règlements du gouvernement, ces contributions sont devenues statutaires.

Malgré que les ONG se bousculent devant leurs portes, les entreprises ne doivent pas faire de compromis sur la

qualité des projets. Il ne faut pas financer n'importe quel projet vu qu'on doit canaliser 2 % de ses profits dans le social. Il faut opter pour des projets qui vont impacter positivement sur la société de façon soutenue », explique-t-il.

L'associé de BDO reconnaît que le mécanisme du CSR n'est bien rodé que dans certaines entreprises vu que c'est une nouvelle initiative et tous les partenaires ont de bonnes intentions. Les BDO CSR Awards, poursuit-il, vont aiguiller les entreprises afin qu'elles se professionnalisent dans ce domaine. Car pour participer à ces Awards, les entreprises sont tenues au préalable de répondre à un questionnaire. Dans lequel, elles doivent décliner les projets qu'elles ont financés, la façon dont ces projets ont influé positivement sur la société et leur stratégie en matière de CSR, entre autres. « Je suis sûr que nombre d'entreprises vont s'inspirer de celles qui ont concouru pour ces Awards. De plus, les ONG vont apprendre à bien préparer des projets sociaux pour bénéficier du CSR », soutient Afsar Ebrahim.

A propos de BDO

BDO, cabinet d'experts-comptables, fait partie de l'organisation De Chazal Du Mée (DCDM) qui a débuté une première pratique professionnelle d'audit à l'île Maurice en 1952. BDO est composé de 13 partenaires, tous engagés au sein d'une équipe de 250 personnels professionnels pour servir des clients dans la zone océan Indien et le continent africain. BDO doit sa connaissance du contexte africain et de l'environnement à son expertise inestimable construite depuis plusieurs décennies dans de nombreux secteurs industriels. BDO a travaillé dans un grand nombre de pays d'Afrique francophone et anglophone, en renforçant des relations professionnelles durables avec le secteur privé, les gouvernements, la Banque Mondiale ainsi qu'avec d'autres banques de développement et des organismes internationaux de prêts actifs sur le continent noir.

Valoriser les initiatives

Forts de cette mission, les BDO CSR Awards, rassure-t-il, n'ont pas été lancés pour le besoin d'un show ni une communication intelligente. Et moins pour glamouriser la pauvreté. Ce concours compte valoriser les initiatives des entreprises en faveur de la responsabilité citoyenne. Ainsi, quatre entreprises mauriciennes ayant contribué dans les domaines suivants : l'éducation et le sport, l'environnement, la santé ou le développement socio-économique se verront attribuer une distinction dans chaque catégorie respective. Les entreprises seront évaluées en fonction de leur contribution dans des projets qui ont eu un impact positif sur l'environnement socio-économique des bénéficiaires. Les membres du jury auront la tâche d'évaluer ces projets sous différents critères, notamment l'innovation, la créativité des idées soumises, le suivi des projets et comment ces derniers ont impacté positivement sur nos communautés. Les gagnants seront connus lors d'une cérémonie qui aura lieu en décembre 2010. Le panel du jury est composé de Revin Beeharry-Panray, le Dr Amcenah Gurib-Fakim, le Dr. Shaheena Aboobakar, Amédée Darga et Dr Anita Ramgooty.

Les CSR Awards existent dans plusieurs pays. L'Arabia CSR Awards, le Big Tick Awards au Royaume-Uni, l'East Africa CSR Awards et l'Asian CSR Awards ont été décernés aux entreprises oeuvrant dans ces pays. En Angleterre, il y a également les Institute of Chartered Accountants in England & Wales (ICAEW) CSR Awards.



Qu'est-ce que la Corporate Social Responsibility ?

Les activités des entreprises impliquent des relations étroites avec l'environnement social, économique et naturel où elles évoluent. Ainsi, comme tout individu, chaque entreprise a une part de responsabilité vis-à-vis de la société. C'est dans cette optique qu'un certain nombre d'entreprises contribuent financièrement (parfois de longue date) au développement local,

dans le cadre de leur politique de Corporate Social Responsibility. Cette contribution peut prendre des formes très diverses et toucher aussi bien au développement social ou économique qu'à la protection et la valorisation de l'environnement.

La mise sur pied en 2009 d'une nouvelle politique gouvernementale requiert aux entreprises de consacrer désormais 2 % de leurs

bénéfices nets au financement et à la mise en oeuvre de programmes de responsabilité sociale. Ceci implique une action conjointe et coordonnée de la part des entreprises et des ONG/forces vives. Il est donc essentiel que ces deux groupes d'acteurs apprennent à mieux se connaître, à échanger et à réfléchir ensemble pour mieux cibler leurs actions.